

Mischaël Modrikamen (PP)

«J'ai décidé de dire les choses»

INTERVIEW

BENOÎT MATHIEU

Certains sont politiques jusqu'au bout des ongles. Mischaël Modrikamen, lui, va jusqu'au bout des poils. Dans la maison de celui qui est désormais plus président de parti qu'avocat gambadent trois chiots. Le premier est nommé d'après son géniteur. Le deuxième, c'est Clemmie, en hommage à l'épouse de Churchill. Quant au troisième, c'est Thatcher, Thatch pour les intimes. Quand on retrouve le patron du Parti populaire, il est assis sur son bureau, face caméra. Ne laisse rien au hasard. «*Pas trop de reflets dans les lunettes?*» Et attaque franco. «*Le Belge est accablé de taxes.*» La solution? Des économies à tous les étages «*inutiles*» de l'État. Suppression du Sénat, d'une partie des ministres et des députés, des subsides aux ASBL politisées «*comme le Mrax*», des aides sociales aux migrants n'ayant pas encore cotisé. Sans oublier la fusion des intercommunales. Et voilà 8 milliards de dégagés «*pour diminuer les impôts sur le travail, revaloriser les petites pensions et donner plus de moyens à la sécurité et la justice*». Fin de la séquence. «*Ma dernière vidéo totalise 112.000 vues*», se réjouit-il.

Comment jugez-vous l'action de Michel?

Il est évident que l'on préfère ce gouvernement au précédent, et à nombre de gouvernements qui ont œuvré en Belgique. Mais globalement, il y a quand même un grand sentiment de déception. Il aurait fallu frapper fort, prendre des mesures plus radicales, à l'aune des problèmes posés. Oui, c'est un gouvernement de centre-droit. Oui, il y a une inflexion différente, mais largement insuffisante pour faire face aux défis.

Où le gouvernement vous a-t-il déçu?

Dans nombre de matières. Prenez la prolongation du nucléaire. C'est une rustine, il n'y a pas de vision sur ce que devrait être une politique énergétique. Nous sommes favorables à la mise en chantier de centrales nucléaires de quatrième génération, comme beaucoup de pays sont en train de le faire. C'est la seule manière d'avoir un approvisionnement stable à un coût raisonnable. On sent que ce gouvernement a peur de son ombre. Même chose pour la lutte contre le djihadisme. Je parle beaucoup avec les responsables des services de renseignement, des magistrats, des policiers. Que me confient-ils? Que la situation n'est pas sous contrôle. Les services sont débordés et ne surveillent pas grand-chose. On va vers des catastrophes annoncées; on ne saura pas faire face à des attaques terro-

ristes. Je ne dis pas que le risque zéro existe, mais il y a moyen de le minimiser.

Manque de moyens?

De volonté politique. J'aurais été à la place du gouvernement, dans les cent premiers jours, j'aurais frappé fort. J'aurais dit que tous ceux qui étaient partis combattre ne peuvent revenir. La gauche nous dit qu'il faut les laisser revenir et les contrôler. Écoutez-moi bien: on ne contrôle rien. Ou à la marge. Ils ont eu beaucoup de chance à Verviers. Ceux qui ont fait un choix, qui sont partis – je laisse de côté ceux qui n'ont que quinze ou seize ans – et qui ne sont pas belges, il faut leur retirer leur autorisation de séjour. Quant à ceux qui disposent de la double nationalité, ils doivent être déchus de la nationalité belge. Cela dit, je trouve que Theo Francken (secrétaire d'État N-VA à l'Asile et à la Migration, NDLR) fait du bon travail et qu'il voudrait certainement aller plus loin. Sans doute y a-t-il des freins, liés au CD&V, peut-être même au MR.

Sur la fiscalité, on attend l'exécutif au tournant. Vous aussi, visiblement.

Pour la réforme fiscale, le PP a un plan assez ambitieux. Nous plaçons pour la globalisation des revenus. Avec trois taux: 0% jusqu'à 12.500 euros de revenus, 19% jusqu'à 30.000 et 29% au-delà. Et la suppression de toutes les niches fiscales. C'est le système le plus juste: tous les revenus sont taxés de la même manière. Aujourd'hui, on a des rentiers qui sont peu taxés alors que le travail est accablé. Attention: je ne veux pas taxer plus. Je veux diminuer le niveau global de taxation. Voilà pour l'impôt des personnes physiques. En matière de sociétés, le PP prône un taux de 20%, ainsi que la suppression des niches fiscales, en ce compris les intérêts notionnels. Il n'est pas normal que le petit indépendant ou la PME paie 33% alors que nombre de multinationales se retrouvent avec des taux de 1, 2, 3 ou 4%.

Et combien coûtera cette réforme fiscale? Cela peut vite monter dans les tours.

Il faut compter sur l'effet retour. Un système fiscal plus juste entraîne un rendement supérieur et fait baisser la fraude. Quant à la suppression des notionnels, elle rapportera 3 milliards. Et, comme vous l'avez entendu, le gros du financement provient de la diminution des dépenses de l'État. Quant au coût exact... On demande aux politiques de chiffrer jusqu'au dernier centime. Ce n'est pas leur rôle. Leur rôle, c'est de donner une direction. Après, il y a des techniciens qui ajustent, voient où l'on place les curseurs. Comme la Cour des comptes ou le Conseil des finances. Ce que l'on attend du politique, c'est qu'il dise: «*Il*

faut changer le système.»

Ce n'est pas compliqué, pour le PP, d'être tout seul à droite dans une opposition franchement à gauche?

Le problème n'est pas là. Il est ici: on ne nous donne pas de caisse de résonance. On entend largement la gauche; on ne nous entend pas, nous qui avons pourtant des positions parfois radicalement différentes, de celles du gouvernement ou des autres partis – ce n'est donc pas une redite.

On ne vous écoute pas, c'est ça?

Soyons clairs. Je ne suis pas là pour jouer les Calimero. Aux dernières élections, le PP a fait 146.000 voix à l'Europe et 100.000 à la Chambre et au Parlement wallon. Nous n'avons que deux élus mais, globalement,

nos scores sont similaires à ceux du PTB et des FDF. Je dispose d'une étude qui l'objective: dans les médias, le PP est inexistant. En presse écrite, en un an et depuis qu'on a des élus, il y a eu vingt fois plus d'articles citant le PTB et trente fois plus les FDF! Je n'ai plus été invité sur RTL depuis cinq ans! Un président de parti...

Communiquez-vous correctement? Maîtrisez-vous les codes de l'agenda médiatique?

Nous venons avec des propositions qui sont au cœur de l'actualité. Djihadisme: nous avons été les premiers à déposer une proposition de loi sur le retrait de la nationalité. Après les mouvements de grève, nous avons été les premiers – et les seuls, parce qu'il y a beaucoup de rodomontades au MR – à déposer un texte sur le droit au travail et la responsabilisation des syndicats. Crise des migrants: j'ai été accueilli par les autorités en Sicile. Des pleines pages dans la presse italienne, un *prime time* à la télévision. Je reviens ici pour relater ce que j'ai appris. Rien. Trois conférences de presse où j'étais seul. Personne n'est venu.

Quelle est votre explication?

Un blocage idéologique. Les journalistes ont décidé qu'on était hors du débat. Ce n'est pas un fantasme: les journalistes sont plutôt de tendance centre-gauche – c'est une tendance internationale. Mais dans les autres pays, même si on n'aime pas les mecs de droite comme moi, on leur donne la parole, on les fait débattre. Le PP est pour le nucléaire, climatosceptique, pour la limitation drastique de l'immigration, eurosceptique et pro-israélien. Un positionnement qui est contraire à la «doxa» dominante. Et, de ce fait, on refuse de nous entendre. De chevalier blanc en tant qu'avocat, je suis devenu chevalier noir quand je suis entré en politique.

Le problème du PP n'est-il pas qu'il est le parti d'un seul homme: vous? Et derrière, personne. N'êtes-vous pas mal entouré? Entend-on seulement vos députés?

Dans chaque parti, il y a une figure. C'est encore plus vrai pour les partis de rupture. En Grande-Bretagne, les gens connaissent Nigel Farage. Aux Pays-Bas, Geert Wilders, avec tous ses excès. Il faut une figure de proue. Et, oui, des gens derrière aussi. Peut-être mon député fédéral, Aldo Carcaci, n'est-il pas tonitruant comme peut l'être Raoul Hedebouw. Défier à la tribune toute la Chambre, ce n'est pas son style. Mais c'est quelqu'un d'expérience. Sur le fond, il est là. Il s'exprime chaque semaine; jeudi, c'était sur le Burundi. Puisque l'on parle du PTB; demandez aux gens qui ils connaissent. Raoul Hedebouw et c'est tout. Notez que, face à cette situation, je ne reste pas les bras ballants. Le PP a développé son média. Sur internet, «Le Peuple» compte 23.000 abonnés et enregistre, chaque jour, entre 5.000 et 10.000 visiteurs uniques. À présent, je communique uniquement sous forme d'articles ou de vidéos.

Quelle est la marge de progression du PP? La situation ne vous est pas favorable; ceux

qui souhaitent une politique de droite ou à la sauce N-VA opteront pour le MR.

Bien sûr que ce gouvernement de centre-droit nous rend un peu moins audibles. Mais nous avons une réserve de progression incroyable: 30% d'électeurs insatisfaits du système. Ce serait une erreur de croire que tous les gens qui votent pour nous votaient MR. On prend autant de voix au PS qu'au MR. Le PP, c'est un vote de rupture. Si le MR réfléchissait un peu plus, il nous verrait comme un réservoir capable de faire basculer le centre de gravité en Wallonie. Le MR, c'est un centre fort, ou une droite un peu émasculée, ils n'osent pas. Des gens du MR viennent parfois nous glisser: «Vous avez raison mais nous, on ne peut pas le dire.» Ceux qui veulent un discours plus clair, plus viril, peuvent venir au PP. Et on pourra s'entendre.

Que répondez-vous à ceux qui vous trouvent trop extrême?

Nous ne sommes pas des extrémistes. J'ai été élevé dans l'antiracisme. De par mes origines, j'ai une aversion pour tout ce qui est extrémisme. Par contre, j'estime qu'il y a aujourd'hui un discours anémié et moi, j'ai décidé de dire les choses. Et je suis complètement indifférent à la critique.

LES PHRASES CLÉS

«Nous plaidons pour la globalisation des revenus. Avec trois taux: 0%, 19% et 29%. Et la suppression de toutes les niches fiscales.»

«Dans les médias, le PP est inexistant. En presse écrite, en un an et depuis qu'on a des élus, il y a eu vingt fois plus d'articles citant le PTB et trente fois plus les FDF. Je n'ai plus été invité sur RTL depuis cinq ans!»

«Il est évident que l'on préfère ce gouvernement au précédent. Mais globalement, il y a quand même un grand sentiment de déception.»

«La situation n'est pas sous contrôle. On ne saura pas faire face à des attaques terroristes. Ils ont eu beaucoup de chances à Verviers.»